

UD AUBE

la
cgt10

56^e Congrès
25 - 26 - 27 juin 2019

Incontournable,
revendicative,
efficace !

1

Document préparatoire

La CGT Auboise, plus que jamais
incontournable, revendicative et efficace !

56^{ème} Congrès

du 25 au 27 juin 2019

à "La comédie de Saint Germain"
rue des cerisiers - 10120 - Saint Germain

Rapport d'activité



UD CGT Aube

2A Bd. du 1er RAM 1^{er} étage

Tél. : 03 25 73 38 47

Fax : 03 25 73 84 27

email : udcgt10@gmail.com :

Les lundis, mardis, jeudis :

de 9 h 30 à 17 h

Le mercredi :

de 9 h 30 à 11 h 30

Le vendredi :

de 9 h 30 à 16 h 45

Vos sites internet : www.udcgt10.fr - www.facebook.com/UD-CGT-AUBE - www.cgt.fr



Chères et chers camarades,

Notre 56^e congrès de l'Union Départementale de l'Aube se déroulera les 25-26-27 juin 2019 à Saint-Germain. Les documents préparatoires, bilan et analyse, document d'orientation et projet de modification des statuts vont être envoyés successivement.

Le premier retrace notre activité depuis le dernier congrès. Il va nous permettre d'appréhender ce sur quoi nous avons butté et où nous avons avancé. Cette analyse sera approfondie lors du congrès.

Notre ambition était d'installer un rapport de force durable dans le pays, à commencer dans les entreprises et établissements de notre territoire, pour gagner des conquies sociaux pour les travailleurs et leur famille et défendre ceux existants. Si le résultat n'est pas à la hauteur de notre aspiration nous pouvons néanmoins être fiers d'avoir résisté et d'avoir empêché plus de coups durs pour la classe ouvrière.

Notre congrès et sa préparation dans les syndicats et les Unions Locales sont des moments importants pour notre qualité de vie syndicale et démocratique. Nos syndiqué-e-s doivent pouvoir y débattre et décider de notre feuille de route afin de construire nos stratégies revendicatives et nous renforcer syndicalement pour les prochaines années à venir.

Faisons de notre congrès et de sa préparation un moment efficace au service du progrès social, de la démocratie, pour une société égalitaire, solidaire et juste.

Bien fraternellement,

Sylvie GATEAU
Secrétaire Générale
de l'Union Départementale CGT



Bilan et analyse de l'activité

1- Contexte économique et social

Le contexte au regard du mandat passé se résume par plus d'insécurité sociale pour la majorité de la population et plus de sécurité pour les détenteurs de capitaux et de dividendes. Modérations salariales, baisse des pensions, sous-investissement, suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public pour les uns, disparition de l'impôt sur la fortune, cadeaux sans contrepartie (CICE, etc.), non traitement de l'évasion fiscale, ordonnances passées en force pour les autres ont été l'apanage des différents gouvernements depuis notre dernier congrès.

Ce sont les plus pauvres, les travailleurs, les plus précaires qui pâtissent en premier de ces multiples attaques et catastrophes. Comme ces milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui risquent leur vie et la perdent trop souvent en fuyant misère économique, guerres, persécutions, crises climatiques pour les rivages de l'Europe. La question de la répartition des richesses où chacune et chacun se verrait garantir un travail, une formation et une protection sociale de haut niveau tout au long de sa vie prend toute son importance.

Macron, déjà sous le quinquennat Hollande, a imposé avec une férocité continue des réformes les unes derrière les autres, toujours plus nocives pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi. Sous son ère nous avons vu s'accélérer les cadeaux au capital par une succession de lois sociales régressives.

Un tourbillon de mauvais coups et de mauvais projets s'est abattu : loi travail, réforme de la formation professionnelle, de l'apprentissage, mise en place de parcours sup, lois sur le secret des affaires, sur le logement, les réformes territoriales, loi mobilité, loi pacte, etc. Le statut de salarié dans le privé et d'agent dans le public, les protections contenues par les conventions collectives, le statut et le contrat de travail sont visées : remise en cause des institutions représentatives des salariés, affaiblissement de la juridiction prud'homale, mise en place des CSE limitant les droits et moyens d'intervention de salariés, fin de l'ancienneté, carrière à la tête du client, perte de congés payés, allongement de la période d'essai, motif de licenciement subjectif, etc.



Nous sommes confrontés à une logique de destruction des garanties et des sécurités collectives, à la réorientation des politiques publiques au service des actionnaires et de l'entreprise, au démantèlement des services publics livrés par pans entiers aux marchés pour une société basée sur l'individualisation des rapports sociaux.

Face à ces attaques et dans ce contexte nous avons résisté vaillamment et avons été à l'offensive en nous opposant, dans une démarche unitaire, par des grèves et par de très nombreuses manifestations interprofessionnelles.

La CGT, au regard de son histoire, de son cahier revendicatif et de son projet de transformation de la société, a pris ses responsabilités au niveau national et sur notre département pour proposer aux salariés de défendre leurs intérêts, aussi bien dans le privé pour un droit du travail hautement protecteur, que dans le public pour la défense du statut et des services publics, ou avec les retraités contre la baisse de leur pouvoir d'achat, pour l'égalité femme/homme, pour mettre fin aux discriminations, contre les violences et le harcèlement au travail, le harcèlement des femmes au travail et dans leur vie privée, contre une réforme mettant en concurrence les territoires, en somme, contre les fortes remises en cause des droits des travailleurs, contre le recul important de la démocratie et pour l'augmentation des salaires, retraites, minima sociaux et le progrès social.



Notre Union Départementale s'est inscrite totalement dans toutes les journées d'action ces trois dernières années.

Elle a relayé et coordonné toutes les mobilisations sur son territoire et dans les structures et syndicats.

Malgré les enjeux importants pour les salariés et leurs familles, le rapport de force n'est pas simple à construire. Nous l'avons constaté à de multiples reprises lors des dernières mobilisations. Il est clair que le pouvoir et ceux qu'il sert misent sur l'éparpillement et la division des travailleurs.

Face à une stratégie du patronat et des gouvernements de remise en cause de la légitimité des syndicats, à un contexte unitaire très dégradé et à une trop forte délégation des travailleurs et citoyens qui affaiblissent le rapport de force, nous devons continuer de rechercher à convaincre une majorité de salariés que la seule voie possible pour obtenir une société plus juste et solidaire passera par une large mobilisation.

En pleine préparation de notre congrès, malgré un niveau important de contestation et d'opposition à sa politique, Macron entend poursuivre ses réformes antisociales. Les statuts des agents de la Fonction Publique, les retraites et la durée du travail sont au menu du capital.

Pour convaincre les salariés de la nécessité de s'organiser et de prendre part massivement à la lutte nous devons aller régulièrement à la discussion, communiquer avec les salariés et recréer du lien avec ces derniers. La question de notre proximité avec les salariés reste primordiale dans une situation d'éclatement du salariat et d'émergence de nouvelles formes du sous prolétariat. Il suffit de voir ces livreurs Deliveroo, Uber, ou autres dans les rues de Troyes.

Or les dernières ordonnances, la mise en place du Comité Social et Économique (CSE) et le refus de donner les moyens suffisants aux organisations syndicales pour siéger dans les instances du « dit » dialogue social, démontrent une nouvelle fois la volonté de nous tenir à distance des salariés et du manque de respect du patronat et du gouvernement de la démocratie sociale dans les entreprises et dans les différents territoires.

Ce n'est un secret pour personne, les gouvernements et le patronat n'ont, au fond, cessé d'avoir comme objectif d'éradiquer un syndicalisme prenant ses sources dans le mouvement social, un syndicalisme ayant pour recherche l'émancipation des travailleurs, le progrès social, la transformation de la société et, par ses orientations décidées collectivement et son action, un syndicalisme en position de contre-pouvoir et d'opposition à l'ordre établi.

Leur objectif est bien évidemment de le remplacer par un syndicalisme cantonné uniquement aux questions liées au travail, par un syndicalisme participant au système dominant et accompagnant les réformes de ce dernier et non plus par un syndicalisme fondant et appuyant ses contre-propositions dans sa proximité avec les salariés.



Aujourd'hui se pose donc à notre organisation syndicale sa capacité à faire converger les luttes et à obtenir un rapport de force permettant de stopper net les politiques régressives mises en œuvre par le gouvernement et le patronat, et de gagner de nouveaux acquis ainsi que des progrès sociaux pour les salariés et leur famille.

Pour y parvenir les salariés ont besoin d'une organisation en ordre de bataille. Cela passe par une amélioration de notre proximité avec les salariés et par notre renforcement.

Sur ce dernier point l'Union Départementale a mené une forte campagne sur les élections dans les TPE, sur celles de la Fonction Publique et sur la mise en place du CSE afin de faire converger influence, représentativité, syndicalisation et implantation.



Dans ce contexte notre Union Départementale a mené depuis notre dernier congrès une activité dense au regard de ses moyens.



2- L'activité de notre UD ces trois dernières années.

2.1 - L'activité des Pôles et des collectifs

PÔLE VIE SYNDICALE

Composition du pôle et bilan de la participation :

Le pôle est composé de 11 membres, les UL de Troyes et Alentours, Bar sur Aube, Bar sur Seine et Romilly étant représentées. L'objectif que nous avons de travailler à la participation du plus grand nombre à ce pôle a donc été atteint.

Le pôle s'est réuni assez régulièrement sur l'ensemble du mandat. Les membres qui avaient souhaité participer à ce pôle ont été présents et actifs au départ, puis ont désertés progressivement, pour des raisons diverses. Cependant un « noyau dur » de 5 camarades a résisté à l'usure du temps et de la tâche.

La répartition des activités des dossiers a donc été plus compliquée à mettre en œuvre.

Objectifs de syndicalisation :

La prise en compte du plan de syndicalisation par le pôle a été insuffisante, le travail ayant été laissé pour l'essentiel au collectif « plan de syndicalisation ». Le peu d'implication du pôle vie syndicale peut s'expliquer par une charge trop importante de missions à porter et le soulagement de voir ce collectif fonctionner sans lui, ce qui n'est bien entendu pas en soi une excuse.

Pour rappel **le plan de syndicalisation** a été mis en route en février 2016 pour une durée de 3 ans. Il s'articulait autour de 2 axes de travail : renforcer la CGT là où nous sommes présents et implanter la CGT là où nous sommes absents.

11 syndicats, une CSD, une USD et 3 unions locales étaient dans le plan de renforcement de la CGT. 2 zones commerciales, 2 hôpitaux, 2 entreprises de la métallurgie, une du textile et une dans l'agroalimentaire ont été ciblées là où nous ne sommes pas.

L'objectif de notre plan de syndicalisation était de remettre au premier plan dans la CGT Aube et dans toutes les structures et syndicats du département la question de la syndicalisation. Cette démarche s'est confrontée à une réalité que nous connaissions mais dont nous n'avions pas mesuré l'ampleur. En effet la majorité des syndicats ciblés dans le plan rencontrent des difficultés, de différents ordres, dans leur fonctionnement et par conséquent dans leur activité. Ce qui a fait que nous avons passé – et passons encore - beaucoup de temps sur les questions de qualité de vie syndicale. Par conséquent la planification de déploiements dans les syndicats et dans les structures a été sérieusement freinée.

Cependant tout le travail fourni dans le cadre du plan de syndicalisation a été nécessaire et vital. Arriver par la question de la syndicalisation et du pourquoi de la nécessité de notre renforcement est une bonne porte d'entrée dans nos syndicats et structures pour aborder nos fonctionnements, nos statuts, la question de nos liens et la question cruciale de la qualité de notre vie syndicale dans une perspective évidente et nécessaire de gagner en efficacité.

Ces trois années n'ont pas suffi à nous mettre ou remettre en globalité dans une démarche offensive de syndicalisation et à ce qu'elle fasse partout partie intégrante de notre activité militante au quotidien.

Élections professionnelles :

Trois types d'élections ont été concernés durant le mandat.

Les élections dans TPE (2016) :

Un collectif a été créé spécifiquement, principalement composé de membres du pôle vie syndicale. Notre objectif était de briguer la première place dans le département, ce qui a été concrétisé ! Des déploiements ont été réalisés avec une très bonne participation de camarades issus d'entreprises et de territoires différents, notamment dans des lieux où nous n'étions plus présents, comme à Arcis-sur-Aube. La campagne de distribution du matériel électoral par bon nombre de syndiqués a été remarquable par la mise en œuvre du réseau extraordinaire de notre CGT. L'équipe de colleurs d'affiches n'a pas été en reste, comme à l'accoutumée, et a permis de rendre la CGT visible sur tout le département. Un bilan très positif, certes, mais qui a nécessité une dépense d'énergie colossale pour un résultat très faible en terme de syndicalisation (seulement 5 adhésions) et de création durables de liens avec ce salariat.

Les élections dans la Fonction Publique (2018) :

Le collectif Fonction Publique a eu en charge, seul, ces élections. Avec le renfort du secteur privé pour quelques déploiements.

Les élections professionnelles dans le privé :

Le pôle a eu en charge le traitement des élections en anomalies et a fait procéder à des rectifications en faveur de la CGT.

L'organisation et le suivi des élections dans les entreprises où nous sommes implantés, en support aux Unions Locales, reste insuffisante. Des informations aidant à la négociation du protocole préélectoral ont eu lieu, mais n'ont touché qu'un faible nombre d'intéressés.

Dans les entreprises où nous ne sommes pas implanté (en lien avec le plan de syndicalisation), l'aide de la Confédération nous a permis de recenser et de cibler celles où nous pourrions présenter des listes CGT.

Avec la fusion des IRP en CSE, nous venons de mettre en place un collectif de travail spécifique pour tenter de limiter la casse voulue par le gouvernement de réduire très fortement le nombre d'élus dans les entreprises, donc de droits pour la CGT. L'importance cruciale de la stratégie à mettre en place, à savoir : être à l'offensive et ne pas se contenter du minimum légal, ainsi que tout mettre en œuvre pour s'implanter où nous sommes absents, que ce soit d'un collège électoral ou d'une entreprise, rentre difficilement dans nos esprits. La prise en compte de tous est vitale.

Un plan d'action CSE pour 2019 est en cours de réalisation avec les syndicats territoriaux, l'USD et les UL ; l'objectif suivant étant de travailler à un nouveau plan d'action CSE dès 2020 afin de préparer la séquence électorale suivante dans le privé.

Continuité syndicale :

Nous n'avons pas encore réussi à coordonner notre activité avec l'Union Syndicale des Retraités, les UL et les syndicats afin d'établir un plan de travail visant à inverser la désyndicalisation lors du départ en retraite ou lors d'un changement de situation.

Connaissance de nos bases :

Un travail important et inédit a été réalisé, que ce soit en termes de connaissance des structures (syndicat d'entreprise, local, départemental, régional, national, etc.) ou d'implantation (réalisation de la cartographie du périmètre des Unions Locales).

Reste la difficulté relative à la connaissance même du syndicat (connaissance et coordonnées du secrétaire du syndicat, du trésorier, des élus, nombre de syndiqués, etc., en fait tout ce qui concerne de manière générale la vie du syndicat), malgré un travail important sur des outils permettant de recenser les informations (en lien avec Cogitiel et Cogetise).

Une fiche contact pré-remplie simple a été envoyée aux bases afin de permettre d'engager un plan visite des syndicats. Les retours n'ont pas été à la hauteur de nos espérances. Nous avons uniquement eu des contacts réguliers avec les syndicats départementaux qui se réunissent dans les locaux de l'Union Départementale. Cet échec s'explique par le fait que nous avons passé beaucoup trop de temps et d'énergie à nous organiser, trop de travail de tableau, de mise en place d'usine à gaz. Nous avons également butté sur des dates de rencontres avec les syndicats, difficiles voir impossible à obtenir.

Suivi des cotisations :

La version 2 de CoGiTiel (connaissance des syndicats) réalisant une fusion avec CoGéTise (paiement des cotisations) et l'outil du trésorier (comptabilité du syndicat) est restée en suspens pendant tout le mandat ce qui n'a pas permis d'assurer la formation des trésoriers des syndicats, ni d'apporter l'aide nécessaire aux syndicats en retard ou en défaut de paiement des cotisations, toujours trop nombreux et importants.

Conclusion

Soigner notre qualité de vie syndicale pour nous renforcer, mieux nous structurer, et nous implanter là où nous sommes absents doit être notre priorité en y consacrant le temps et l'énergie nécessaire si nous voulons améliorer notre efficacité de façon durable.

Pour ce faire nous devons réussir à impliquer dans la durée plus de camarades sur les dossiers, organiser et mieux planifier mieux notre activité.

Pour le pôle vie syndicale Sylvie Gateau

BILAN DU PÔLE REVENDICATIF

Depuis le 55^{ème} congrès, le pôle a eu de grosses difficultés pour se réunir, faute de disponibilité des militants.

2 camarades, participent régulièrement. Aucune des autres ULs n'est présente ou représentée.

Le document revendicatif CGT Grand Est a été adapté pour notre département.

Les 2 animateurs ont mis en place et réalisé la formation des membres de la CE. L'événement du tour de France a été réalisé avec brio. La CGT a pu à cette occasion faire valoir la place de notre syndicat dans cet évènement.

Nous devons entre autres

- Travailler sur les salaires (orientation du Congrès)
- Et ceux autour de l'actualité... donc imprévisible

Difficultés rencontrées

- Avec une moyenne de 4 personnes présentes aux réunions, nous n'avons pas pu tenir le rythme imposé par les orientations du Congrès et l'actualité

Pour le pôle revendicatif Jean-Michel Barrois

BILAN DU PÔLE FORMATION

Bilan Quantitatif

Sur l'ensemble des trois années du mandat le pôle formation a réalisé bon nombre de formation comme le souligne le tableau ci-dessus.

Il est à noter que l'ensemble des niveaux 1 se sont fait en collaboration avec les UL du territoire Aubeois.

Les journées d'études prévues n'ont pu se tenir. Ce résultat n'est pas satisfaisant.

Le pôle s'est réuni en moyenne 3 fois par an, avec la participation de 6 à 7 camarades. L'UL de Troyes et alentour était présente à chaque fois,

FORMATION 2016/2018			
	PREVUS	TENUS	COMMENTAIRES
Découverte de la CGT	0	0	Nouvelle formation mise en place en 2018
Stage Accueil FANS/FAS	6	9	Réalisé en Interpro avec les UL. Certaines de ces formations se sont tenues dans les structures et syndicats mais le pôle formation n'en a pas été pas informé
Niveau 1	6	6	En collaboration avec les UL de Bar sur Aube, Romilly/Nogent Troyes et Alentours
Niveau 2	3	1	Un stage annulé faute d'inscrit, l'autre pour organiser un CHSCT
Délégués Syndicaux	3	2	Remis en place par l'UL de Troyes et Alentours
CARSAT	3	3	
CHSCT	3	2	
Élus et mandatés	3	0	Formation annulée à chaque fois par manque de participants !
ECO/CE	2	1	
ECO/CSE	1	1	
Enjeux CSE	2	2	
PRUDIS			
Sessions 1 à 3 Conseiller Prud'homal	4	4	Session 1 : avant la prise de mandat de 01/2018 Session 2 : 1 ^{er} semestre 2018 Session 3 – module 1 : 2 nd semestre 2018 Session 3 – module 2 : 1 ^{er} semestre 2019
Journées d'études	2	2	2 nd semestre 2018
JOURNEES D'ETUDES 2016/2018			
Évolution du Salariat	3	0	L'ensemble des journées d'études prévues ou envisagées n'ont pu se tenir à ce jour.
La place des Jeunes dans la CGT	3	0	
La place des femmes dans la CGT	3	0	
Continuité Syndicale	3	0	
Secrétaire Syndicat	3	0	
Égalité Professionnelle	3	3	

Bilan Politique

Le pôle formation a un bilan contrasté sur le dernier mandat, un certain nombre de formations ont été réalisées, d'autres remises en place, mais au prix de beaucoup trop de concessions quant à la conception de la formation CGT.

Si l'investissement des camarades est toujours présent pour tenir et réaliser le prévisionnel sur une année, avec le concours de nouveaux militants (formateurs et animateurs), peut-être devrions nous aller vers un regroupement avec les départements voisins. (Échange de formateurs, stagiaires,...) ?

La mise en place d'un nouveau dispositif de remboursement des formations syndicales est venue alourdir et complexifier le parcours de camarades qui souhaitaient venir en formation syndicale. Cela s'est arrangé maintenant que le dispositif s'est allégé, le remboursement étant à la charge de l'employeur.

Les nouvelles formations mise en place par le pôle Confédéral sont arrivées avec un certain retard, et la mise à jour par nos soins (Sylvie, Marc, Laetitia, Bruno,...) a nécessité un gros travail d'actualisation des contenus.

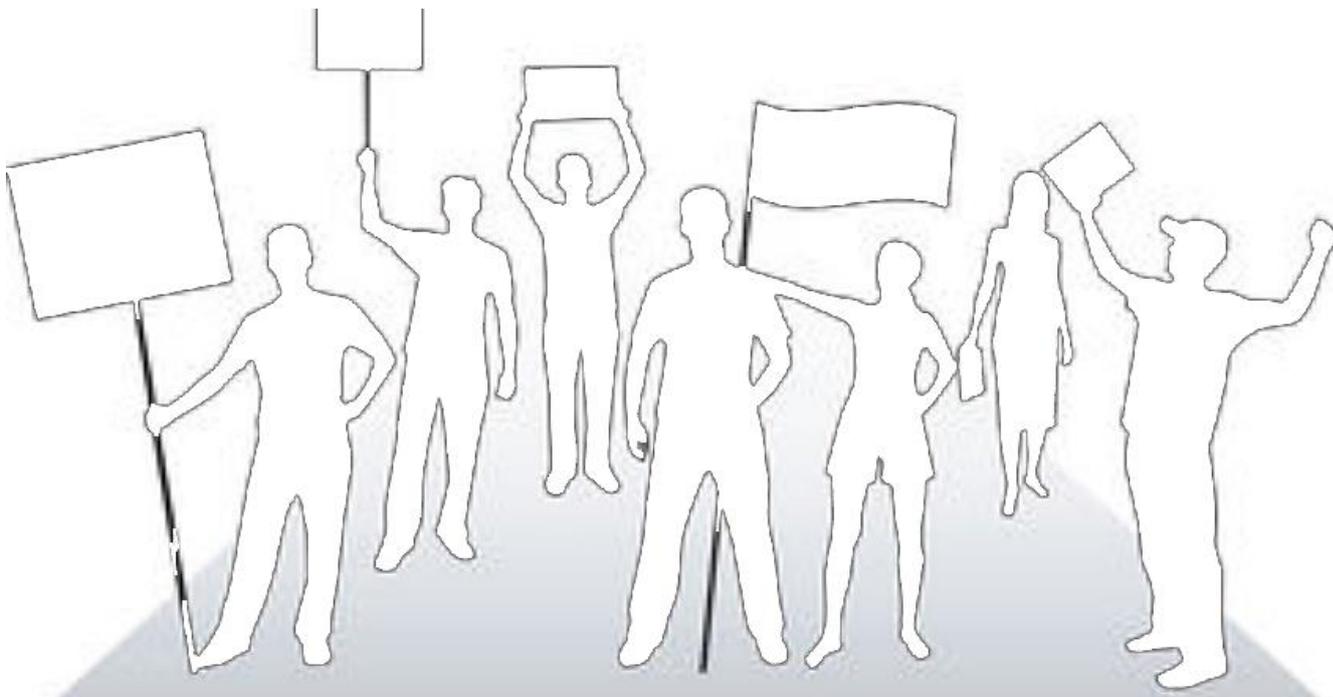
Les formations ECO/CSE et CSSCT sont pour le moment sous-traitées avec le cabinet EMERGENCE, faute de contenu confédéral. Sur le contenu politique nous n'avons pas de crainte, mais nous devrions être en mesure de mettre en place et de réaliser ces formations dans le futur.

En conclusion

Bon nombre de syndiqués sont en demande de formation syndicale, notamment pour se former au mandat ou à la fonction élective. Si le pôle a vu arriver de nouveaux formateurs et animateurs pour tenir le «rythme» nécessaire et indispensable de former chaque syndiqué, le renforcement en formateurs et en camarades participant au groupe de mise œuvre du plan de formation syndicale devra se poursuivre face aux enjeux de demain, cela participe à la qualité de la vie syndicale.

L'arrivée du CSE dans les entreprises, la transformation du salariat, la réforme des retraites et de la protection sociale et certainement d'autres sujets, voilà les nouveaux enjeux de formations qu'il nous faudra prendre à bras le corps pour armer les syndiqués et militants de la CGT.

Pour le pôle formation Bruno Rossi



BILAN DU PÔLE COMMUNICATION

Composition du pôle : 13 camarades. Le rythme d'une réunion par mois a été tenu, avec une participation efficace de 4 à 5 membres à chaque fois. Le manque de disponibilité de camarades, les défaillances [cardiaque] d'un autre, ont stoppé le rythme des réunions sans arriver à remettre en route la machine de communication avec l'efficacité connue sous le précédent mandat. Pourtant des actions ont été réalisées un peu en force sans grand esprit de concertation parce que trop souvent placé face à l'urgence de la situation.

Parutions de l'Aube Syndicale :

La publication de plusieurs numéros au cours de l'année avec un minimum de 3 par ans pour obtenir la subvention de la MACIF. Trop peu d'informations parviennent au pôle communication sur la vie des syndicats dans les entreprises. Le pôle communication regrette une fois de plus le manque d'informations des différentes actions, négociations, résultats d'actions, pour faire de l'Aube Syndicale un véritable journal d'informations locales vers les syndiqués. C'est trop souvent par la presse locale que nous sommes informés des actions dans les entreprises

La question reste posée quant à sa diffusion aux syndiqués. Un envoi est fait par messagerie, reste aux responsables de site d'en faire la diffusion, soit par messagerie soit par photocopies.

Site Internet de l'UD Aube :

Fonctionne depuis mars 2011, mise en ligne de notre site Internet de l'UD (www.udcgt10.fr) via le Comité Régional CGT. Il y a, suivant les mois et l'actualité environ 200 visiteurs/jours. Le pôle invite à réfléchir au contenu de ces deux outils (Site de l'UD et l'Aube Syndicale) afin de diffuser une information sociale et locale de l'actualité syndicale des entreprises et des territoires.

Les UL et les syndicats sont à même de transmettre leurs informations à l'UD qui assurera le relais vers le Pôle Communication. Il nous paraît important de maintenir la réactivité de notre site Internet par la mise en ligne, le suivi et l'actualisation régulière de notre information syndicale départementale. Idem que pour l'Aube Syndicale, concernant les informations des entreprises. Informations des luttes mais aussi des résultats de ces luttes surtout quand ces résultats sont positifs. Un résumé de quelques lignes plus éventuellement une photo souvent suffit à faire le lien entre les syndiqués. Depuis quelques mois l'UD possède une page Facebook, avec un nombre de visiteurs plus important que sur notre site internet. Sur ce support se pose la disponibilité de quelques camarades pour faire les mises en ligne avec un contenu fiable et raisonnable syndicalement. À réfléchir avec le pôle communication et son prochain animateur.

Achats de matériel de communication :

Un effort financier important a été fait dans le sens de la visibilité lors des manifestations, des rassemblements et des déploiements par l'achat d'un barnum rouge pour être bien visible, facile à utiliser et par l'achat également de deux flammes identifiées CGT : Il y a toujours un fond de drapeaux, chasubles, avec une gestion de rangement parfois un peu délicate en fin de manifestation. Il faut améliorer notre visibilité dans les manifestations, trop peu de camarades acceptent de porter un drapeau voire même plus simplement un badge CGT.

Autres actions du pôle communication :

- Réalisation du livret d'accueil qui est à disposition à l'UD ou distribué à chaque nouvel adhérent lors du stage d'accueil (voir une mise à jour à faire)
- Utilisation du timbrage avec un visuel CGT
- Réalisation d'affiches pour JNA ou événements particuliers.
- Cartes de vœux
- Un diaporama de toutes les manifestations est à disposition des demandeurs.

Pour le pôle communication Patrice Marchand

BILAN DU PÔLE POLITIQUE FINANCIÈRE

IL est composé de 10 membres, pas forcément issus de la Commission Exécutive de l'Union Départementale, dont le trésorier et la trésorière adjointe sont membres de droit. Il s'est réuni en moyenne cinq à six fois par an, avec à chaque réunion plus de la moitié des membres. Le secrétaire général, puis la secrétaire générale sont conviés à chaque réunion.

Pendant ce mandat le pôle politique financière s'est réuni sans la présence des animateurs des autres pôles, mais ceux-ci étaient largement consultés si besoin, et notamment lors de l'élaboration du budget prévisionnel de l'Union Départementale.

Le pôle politique financière demande beaucoup de rigueur, et son activité est étroitement liée à celle des autres pôles ainsi qu'au fonctionnement général de l'Union Départementale. Le pôle politique financière ne peut travailler efficacement, que si sont portés à sa connaissance, les rentrées et dépenses de l'Union Départementale, mais aussi celles relatives à l'activité mise en œuvre par les différents pôles. Le pôle politique financière a pour tâche de trouver les moyens financiers dont a besoin l'Union Départementale, pour développer son activité, et favoriser la syndicalisation.

Les cotisations des adhérents à la CGT étant la ressource principale de l'Union Départementale qui, ainsi assure son indépendance financière, comme celles des Unions Locales. Le pôle politique financière veille au respect des versements réguliers et complets à COGETISE par les syndicats.

Nous devons, en étroite collaboration avec le pôle qualité de vie syndicale permettre le maintien de la vie démocratique de notre syndicat. Le pôle doit être vigilant à ce que ces préoccupations soient partagées collectivement. Pour ce faire le pôle politique financière travaille à l'élaboration d'un budget prévisionnel soumis au bureau de l'Union Départementale, puis validé par la commission exécutive. Le budget prévisionnel tient compte des impondérables financiers (salaires, loyers, assurances, etc...), en s'efforçant aussi de maintenir une qualité de vie syndicale revendicative optimale.

Durant ce mandat, et comme l'avait préconisé notre précédent Congrès, le pôle politique financière a mis tout en œuvre pour faciliter la tâche du trésorier et de son adjointe en les dotant, d'outils informatiques, leur permettant de travailler sur la trésorerie à distance. De plus une fiche de frais a été élaborée et mise en fonction depuis ce début d'année permettant une affectation plus rigoureuse des dépenses et remboursements liés aux déplacements des membres de l'Union Départementale.

Le dossier FNI a pris une importance prépondérante, dans la trésorerie, notamment, après le départ de David à la confédération, avec la prise en charge du salaire de la secrétaire générale, et de la secrétaire administrative. Le plan de syndicalisation fait également partie d'une demande de subvention au FNI.

Dans le cadre de la politique financière le pôle a rencontré les structures hébergées dans les locaux de l'Union Départementale. Nous avons souhaité la mise en place d'une convention liant ces structures et l'Union Départementale pour une participation financière, incombant aux charges de fonctionnement (fluides, photocopies, assurances, etc.) Elle a été mise en application au début de cette année.

Cette démarche n'a pas pour but de faire rentrer de l'argent dans les caisses à tout prix, mais revêt un aspect de vie syndicale, dans le sens politique du terme. Le pôle doit travailler dans le futur, à trouver d'autres ressources financières, pour donner un peu plus d'air à la trésorerie, et atteindre cet objectif, qui semble inaccessible pour l'instant, d'une année de trésorerie d'avance.

Le pôle financier continuera à travailler avec rigueur sur nos finances, en lien avec les autres pôles, afin de garantir notre indépendance financière et nous permettre de répondre aux besoins de nos syndiqués et militants. Travail que nous ne pourrons effectuer que si chaque structure, chaque syndicat prend bien conscience que les finances sont indispensables et intimement liés au renforcement de notre organisation syndicale.

Ce qui fait de l'adhésion à la CGT notre priorité commune.

Pour le pôle politique financière Alain Macloud

BILAN DE LA COMMISSION FINANCIÈRE DE CONTRÔLE

La CFC s'est réunie 7 fois au cours du dernier mandat. La CFC est composée de 3 ou 5 membres. La CFC a assisté régulièrement aux réunions de la Commission Exécutive de l'UD (mais prend pas part aux votes). La CFC a vérifié les comptes et les documents comptables. Elle a vérifié que ceux-ci étaient bien en accord avec les justificatifs de paiement présentés. Elle a examiné la concordance des différents relevés, chèques, cartes de paiement, etc. La CFC observe si les décisions prises en matière de dépenses importantes sont appliquées dans les montants votés en Commission Exécutive. Un rapport est établi après chaque réunion de la CFC et le communique à la CE et aux Congrès.

Sur ce mandat, la CFC constate la bonne gestion des finances de l'UD. Elle souligne que la rentrée des cotisations par les syndicats, les budgets des pôles, l'utilisation raisonné des matériels, la mise à disposition des véhicules, photocopieurs, etc. est l'affaire de tous. Lors du prochain mandat, La nouvelle fiche remboursement doit nous permettre de gérer au plus près ces dépenses. Aucune anomalie n'a été constatée.

Pour la CFC Michel Pernot

BILAN DU PÔLE DLAJ (Droits, Libertés, Actions Juridiques)

Ce pôle était animé par le Secrétaire Général et n'a pas retrouvé de nouvel animateur suite au départ anticipé de David Morin. Les liens entre les conseillers prud'homaux, les conseillers du salarié et les défenseurs syndicaux se sont quelque peu délités et n'ont pu être resserrés.

Dolores Extremera s'est occupée de la partie relative aux permanences juridiques, Hélène Goncalves a animé celle des Conseillers Prud'homaux et Christian Paris-Leclerc celle des Conseillers du salarié.

Les permanences juridiques et défenseurs syndicaux

2016 :

6 réunions du DLAJ ont eu lieu en : janvier / février/ mars/ septembre /octobre/ décembre.

Des réunions de la commission juridique ont eu lieu afin d'étudier les dossiers des salariés susceptibles d'être déposés au CPH.

Nombres de salariés vus en permanences : 76

Nombres de dossiers étudiés : 69

Nombres de dossiers déposés au CPH : 27

Nombres de jugements gagnés au CPH : 16

Conciliation : Total 1 / jugement : 12 dont 3 en appel / référés : 3

Articles 700 du CPC perçus : 1 450,00€

2017 :

7 réunions du DLAJ ont eu lieu en : janvier / février/ avril/ mai/ juillet / octobre/ novembre.

Des réunions de la commission juridique ont eu lieu afin d'étudier les dossiers des salariés susceptibles d'être déposés au CPH.

Nombres de salariés vus en permanences : 95

Nombres de dossiers étudiés : ?

Nombres de dossiers déposés au CPH : 15

Jugement : 12 dont 1 retour en appel perdu / référé : 3 / tribunal instance : 1

Nombres de jugements gagnés au CPH : 4 + 1 TI

Articles 700 du CPC perçus :

2018 :

1 réunion du DLAJ a eu lieu février.

Des réunions de la commission juridique ont eu lieu afin d'étudier les dossiers des salariés susceptibles d'être déposés au CPH.

Nombres de salariés vus en permanences : 77

Nombres de dossiers déposés au CPH : 12

Conciliation partielle : 1 / Jugement : 4 / référés : 6 /

Nombres de jugements gagnés au CPH : 2 / perdus 2

Articles 700 du CPC perçus : 800,00€

Reste à percevoir : 1 140,00€

Une réunion s'est tenue le 21 février 2018 du DLAJ

Pas de liaison avec les conseillers prud'homaux sauf avec Fabienne qui vient régulièrement aux permanences du mercredi.

Deux réunions de la commission juridique ont eu lieux afin d'étudier les dossiers qui pourraient être déposés au CPH en présence de Pascal, Frédéric, Claire, Jérôme.

Problèmes d'orientation aux permanences, des salariés qui viennent au juridique pour contrôle de salaires.

Récupérer les informations qui viennent du DLAJ national détenu par Hélène.

Préconisation : rétablir le lien entre les conseillers prud'homaux et les permanences, engagements non respectés.

En ce qui concerne l'article 700 du CPC que l'on demande aux salariés qu'on assiste au CPH, il faudrait réfléchir si on perçoit une somme en cas de transaction, conciliation totale ou partielle, en cas de jugement perdu.

Pour le pôle DLAJ Dolores Extremera

Les conseillers prud'hommes

Avant le nouveau mandat des conseillers Prud'hommes de janvier 2018, 12 conseillers prud'hommes CGT avaient mandat au Conseil de Prud'hommes de Troyes. Avec la suppression des élections, remplacées par le mode de représentativité, la CGT a perdu deux postes, un dans la section commerce, et le seul qu'elle avait pu obtenir au dernier mandat dans la section encadrement.

Les conseillers Prud'hommes ont commencé à être formés avant leur prise de mandat de janvier 2018 et depuis des formations sont organisées dans notre UD. À ce jour, c'est à dire à 18 mois après leur prise de mandat, ils comptent chacun 24 jours de formation spécifiques au mandat; auxquels il faut ajouter les réunions et les rencontres nécessitées par les points de l'actualité pour d'utiliser ce mandat à des fins militantes.

Les conseillers Prud'hommes sont tout d'abord des militants, ils utilisent les règles de droit pour faire avancer le droit en faveur des salariés. Les conseillers Prud'hommes de Troyes en sont un pur exemple, puisque à peine 1 an, après leur prise de mandat, **leur Conseil a été le premier de France à rendre une décision sur l'inconventionnalité du barème Macron en décembre 2018. Bien sûr, il y avait la présence dans la composition de cette décision, une conseillère Prud'hommes CGT.**

Une quinzaine de conseils de prud'hommes ont rendu des décisions contraires à ce barème en faisant valoir deux textes internationaux (la convention 158 de l'OIT et la Charte Sociale Européenne). Troyes, Amiens, Lyon... À l'inverse, d'autres l'ont appliqué. La passe d'armes entre opposants et partisans du barème fait rage, **d'où l'importance du nombre de Conseillers prud'hommes CGT, dont le chiffre est l'émanation de notre représentativité aux élections professionnelles dans les entreprises !** La première audience en appel en matière de plafonnement est attendue en juin prochain et examinera la décision rendue à Troyes en décembre dernier.

La deuxième manche du « BARÈME » se joue désormais dans les cours d'appel, d'où un courrier du ministère de la Justice imposant aux présidents de faire remonter les futures décisions, qu'elles soient favorables ou non au fameux "barème Macron". Il leur demande également de leur transmettre dès à présent toutes les décisions hostiles au barème qui font l'objet d'un appel afin d'intervenir en qualité de partie jointe pour faire connaître l'avis du parquet général sur l'application de la loi. Une pratique d'ordinaire réservée au pénal. Cette démarche n'est pas illégale, ni contraire à l'indépendance du juge, mais c'est inhabituel, mais en tout cas, révélateur d'une certaine panique du ministère de la justice !

Ce nouveau mandat est prévu pour 4 ans. Mais tant à Troyes que nationalement, on constate un net recul de la saisie du Conseils de Prud'hommes. La définition d'un barème obligatoire pour les dommages et intérêts en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse peut avoir dissuadé un certain nombre de salariés de saisir la justice une fois licenciés. Avoir aussi favorisé les ruptures conventionnelles, la baisse du contentieux prud'homal a démarré en 2009, avec l'augmentation des ruptures conventionnelles.

Une autre cause a participé à la diminution des nouveaux contentieux prud'homaux : le formalisme introduit par la loi Macron de 2015 avec l'obligation de la remise d'un formulaire Cerfa et la constitution d'un dossier complet, du contrat de travail à la lettre de licenciement en passant par les fiches de paie entre autres. De plus la requête du salarié doit être expressément motivée. Exercice particulièrement difficile pour les salariés qui ne prennent pas d'avocat ou ne sont pas assistés d'un défenseur syndical.

L'avantage de toutes ces réformes pour les employeurs est une réduction certaine du risque de contentieux prud'homal. L'inconvénient pour les salariés est une restriction des conditions d'accès à la justice du travail et une diminution du montant de l'indemnisation liée à leur perte d'emploi !

Pour les conseillers prud'hommes Hélène Goncalves et Jacky Toupnet

Les conseillers du salarié

Les conseillers du salarié ont pour mission d'assister les salariés lors d'un entretien préalable au licenciement ou de la rupture conventionnelle d'un contrat de travail dans les entreprises dépourvues d'institutions représentatives du personnel.

C'est l'activité des 16 conseillers CGT, déployés sur tout le département et provenant de différents secteurs d'activité. 5 d'entre eux n'ont pas souhaité poursuivre lors du renouvellement en 2019 (le mandat est de 3 ans) et 8 nouveaux camarades sont venus en renfort.

Pour les conseillers du salarié Sylvie Gateau



BILAN DES COLLECTIFS

COLLECTIF ANTI REPRESSION SYNDICALE

Ce collectif est composé de quelques camarades de la Commission Exécutive de l'UD. Il s'est essentiellement réuni en réaction à des situations de répressions ou de harcèlement syndical. Quelques cas ont été suivis par le collectif qui a impulsé des conférences de presses, rencontrer des employeurs, fait remonter les infos à la Commission Exécutive de l'Union Départementale.



COLLECTIF JEUNE

Par manque d'implication collective, ce collectif n'a pas pu se concrétiser faute d'animateur. C'était pourtant une orientation forte de 55^{ème} congrès.

COMITE DE SUIVI DES LUTTES

Pas d'activité en début de mandat faute de remontées réactives des syndicats, à quelques exceptions près. Depuis début 2014, il est partie intégrante du pôle revendicatif, un point étant fait à chaque réunion mais toujours assez peu de remontées du terrain.

COLLECTIF FONCTION PUBLIQUE

Réactiver fin 2012, le collectif Fonction Publique a eu pour but de travailler sur l'état des lieux de la Fonction Publique dans le département, d'établir un cahier revendicatif adapté au département et de préparer les élections dans la Fonction Publique fin 2018.

Il est composé de tous les pans de la Fonction Publique avec au moins un représentant par Fonction Publique et par bassin d'emploi; Enseignement, Hospitalier, Agents départementaux, Agents communaux et Fonction Publique d'État.

Nous nous sommes réunis 15 fois avec une année particulièrement chargée en 2018 pour les élections FP.

Malgré l'enjeu où toute la CGT Aubeoise devait s'impliquer dans le processus afin de gagner en audience dans les 3 fonctions publiques, les résultats de ces élections ont été cependant très honorables ;

- avec la création d'un syndicat à l'hôpital Simone Veil et l'obtention d'un poste au comité technique de l'hôpital,
- avec la victoire de la CGT à la préfecture de l'Aube,
- avec la création d'une section CGT aux impôts, des voix CGT,
- avec une progression de la fonction hospitalière de 0,24 %,
- avec une progression de la fonction publique d'état de 4,06 %
- une avancée dans la fonction publique territoriale de 0,56 %.

La CGT Aubeoise dans la fonction publique est la 3ème organisation.

Pour le Collectif Fonction Publique Jean-Michel Barrois

COLLECTIF FEMMES MIXITÉ

La collective

Ce collectif a été créé début 2018 pour faire vivre la Charte égalité Femmes / Hommes dans le département. Il s'agit d'examiner la situation des femmes avec l'objectif de mixité dans l'organisation et au travail.

« La Collective » s'est donnée pour but de porter l'égalité de façon spécifique en favorisant la place des femmes dans la CGT, mais aussi en luttant contre toutes les inégalités au travail et dans la vie privée que subissent les femmes. Cette approche devant être intégrée de manière transversale à toutes les actions menées par l'organisation : tracts, publications, luttes, négociations, syndicalisation,...

Des journées d'étude ont été mises en place chaque année afin d'apporter une aide aux syndicats, notamment lors des négociations spécifiques sur l'égalité professionnelle dans les entreprises.

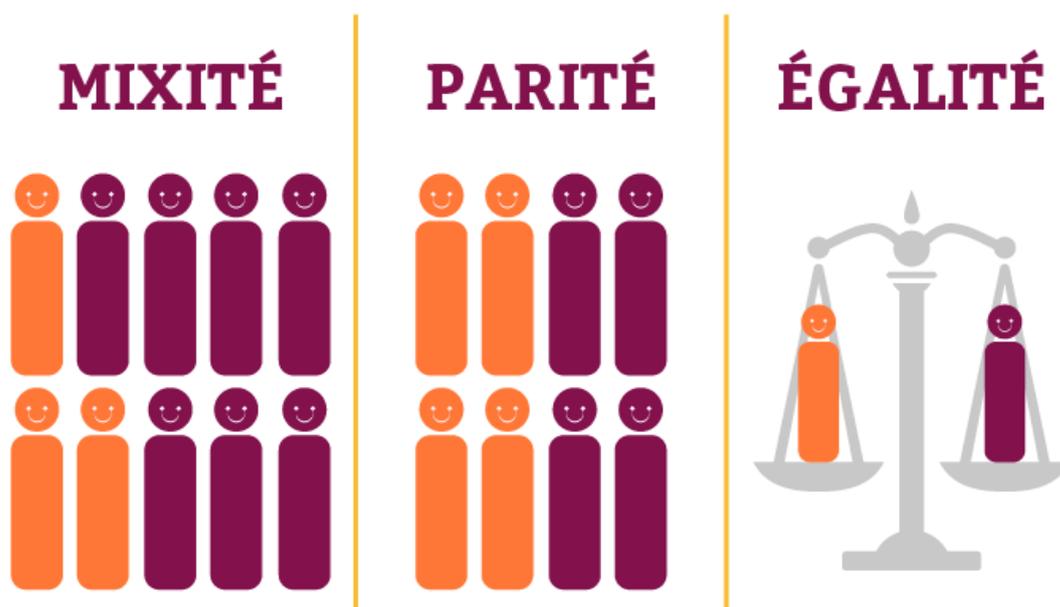
Malgré une puissante volonté de la part de quelques-unes et uns nos revendications sont restées sur le papier et nous n'avons pu, ni su, passer à l'offensive.

Mais, bien que souvent d'emblée raillée ou alors volontairement ignorée, l'idée d'une différence de traitement en fonction du sexe commence toutefois à germer dans la tête de certains de nos camarades et syndicats.

Autre action que les traditionnelles Journées Internationales de lutte pour les droits des femmes – et non pas « la journée de la femme » - du 8 mars, un questionnaire sur les violences sexistes et sexuelles envers les femmes dans les relations de travail a été diffusé et a rencontré un réel écho auprès de syndiqué-e-s et de salarié-e-s. Le visionnage d'un documentaire sur cette question a également permis une plus grande prise de conscience de cette domination, mais nous n'avons pas encore réussi à mettre en place un accueil de ces victimes, ni à traiter ces situations.

Ce collectif a permis d'ouvrir les yeux sur les injustices et discriminations faites aux femmes dans de nombreux domaines, dont la plus criante porte sur l'inégalité salariale.

Pour le Collectif Femmes-Mixité Sylvie Gateau



2.2- Les principales manifestations et journées d'études

2016

Manifestations Rassemblements	Journées d'étude Caravanes Autres
	7 avril : Assemblée Générale des syndicats explication de la « loi travail ».
9 avril : JNA contre la loi travail C'est entre 350 et 400 personnes qui ont défilé contre la loi du travail ce samedi matin dans les rues de Troyes.	
	22 avril : Débat public au petit Louvre sur la « loi travail ».
28 avril : JNA contre la loi travail 600 manifestant dans les rues de Troyes. 70 à Romilly et 160 à Bar-sur-Aube.	
	51° congrès confédéral à Marseille du 18 au 22 avril 2016.
1 mai : à Troyes Près de 180 manifestants CGT et FSU.	
	12 mai : Contre la Loi Travail. Installation du barnum CGT, place de la Mairie. Explication de la loi travail, 30 militants présents, 1500 tracts distribués.
19 mai : JNA contre la loi travail. Rassemblement place Jean Jaurès, 600 manifestants à Troyes. intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et FIDL.	
	21 mai : Passage de la caravane TPE à Troyes place Jean-Jaurès.
26 mai : Manifestation contre la loi Travail : les Auboisiens ne lâchent rien 750 Auboisiens ont manifesté à Troyes, à Bar-sur-Aube et Romilly.	
2 juin : De nouveau mobilisé-e-s pour le retrait intégral de la Loi Travail ! Rassemblement Près de 250 manifestants défilent à Troyes. Intersyndical CGT, FSU, FO et Solidaires sous la pluie... Action devant le Medef de l'Aube : coupure d'électricité. Blocage du carrefour de la Préfecture.	
	7 juin : Assemblée Générale des délégués syndicaux.
8 juin : Opération anti-Radar contre la loi travail, Opération péage gratuit.	
9 juin : Manifestation des retraités rassemblement devant la Préfecture de l'Aube. 50 militants sont présents.	
9 juin : Manifestation contre la loi travail radars bâchés, opération escargot jusqu'au au péage de St Thibault. Ouverture des barrières.	
14 juin : JNA Contre la loi travail Manifestation à Paris Intersyndicale CGT, FO, FSU. En tout, l'Aube a mobilisé 7 bus pour un total de 450 manifestants.	

2016

		16 juin : Petit comité d'accueil à la Grande Messe sur les GHT au Cube à Troyes.
	23 juin : JNA contre la loi Travail Plus de 450 Aubeois battent le pavé. 70 à Bar-sur-Aube... Par plus de 32°C.	
		24 juin : Le siège de la CGT à Montreuil «vandalisé» dans la nuit.
	28 juin : Contre la loi travail. À Troyes le soir, un rassemblement devant la Préfecture réunissait une centaine de militants.	
	5 juillet : Manifestation contre la loi travail. 200 personnes dans les rues de Troyes.	
		8 juillet : La caravane des saisonniers était de passage dans l'Aube devant la médiathèque du Grand Troyes.
		21 juillet : Déploiement de la caravane TPE sur la zone industrielle de la Chapelle st Luc.
		Hommage à Georges Séguy. Décédé le samedi 13 août 2016, âgé 89 ans, il avait été Secrétaire Général de la CGT de 1967 à 1982.
		30 aout : Participation colloque CESER.
	31 aout : Assemblée Générale de rentrée 120 militants y participent.	31 aout : Présentation histoire des congés payés, lors de l'Assemblée de rentrée.
	15 septembre : Grève et manifestations contre la loi travail, à Troyes, Romilly, Bar sur Aube.	
		24 septembre : Marche pour la paix.
		27 septembre : Délégation de militants de l'Aube au tribunal de Bobigny, pour soutenir nos camarades d'Air France. Dans la suite du licenciement d'un militant CGT Air France.
		19 octobre : Rassemblement au tribunal de Bobigny pour les Goodyear. Quelques camarades seront présents.
	29 novembre : JNA. Manif devant la Préfecture. Journée de mobilisation Fonction Publique.	
		Du 30 décembre 2016 au 13 janvier 2017 . Élections pour les salariés des TPE ont eu lieu. Forte implication des militants du département.
	1 décembre : Manifestation des privés d'emploi à Paris. Délégation de l'UD.	

30/31 mars et 1 avril 2016 Congrès de l'UD.

5 Commissions Exécutives se sont tenues avec une moyenne de 17 participants / 38 membres.

6 réunions du Bureau de l'Union Départementale.

3 4 novembre 2016 Journée d'études formation des membres de Commission Exécutive.



Manifestations Rassemblements	Journées d'étude Caravanes Autres
	11 janvier : Délégation de l'UD cgt de l'aube en soutien aux Goodyears à Amiens.
	17 janvier : Assises de l'industrie, intersyndical CGT, CFTD, UNSA.
20 février : JNA Défense du Service public	
7 mars : JNA dans la Fonction Publique et organismes sociaux. Grève et manifestation, devant la Maison des syndicats de Troyes. Intersyndicale (FO, FSU, SUD et CGT).	
	8 mars : l'UD organise une réunion débat de 8h45 à 11h00 dans les locaux du 1er RAM avec la FSU et l'UNEF. À 11h30 un rassemblement est prévu devant la préfecture. Un barbecue revendicatif est préparé.
	9 mars : Journée d'étude des délégués et secrétaires de syndicats Plan de syndicalisation et états des lieux de la loi travail.
	Résultats des élections dans les TPE 22.70% aux élections TPE ! La CGT aube largement en tête.
21 mars : Manifestation à Paris pour porter nos revendications pour réindustrialiser le pays. Nous avons besoin d'une industrie et de services publics forts. 35 de l'UD camarades y participent.	
30 mars : Neuf organisations syndicales et associatives de retraités appellent à se mobiliser dans toute la France : CGT, FSU, FGR-FP (retraités de la fonction publique) FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, LSR (Loisirs et solidarité des retraités) et Ensemble et solidaires. Rassemblement bourse du travail à Romilly sur seine avec une quarantaine de retraités.	
	26 avril : Comité d'accueil de Pierre Gattaz devant l'UTT à Troyes
	28 avril : L'UD organise une première soirée débat « Le harcèlement sexuel au travail ».
1 mai : Rassemblement et manifestation à Troyes Bar-sur-Aube et Romilly, Brienne-le-Château. L'après-midi à Troyes animations, film, musique, etc. Env. 250 personnes participent.	
18 mai : Manifestation dans le cadre d'une semaine d'action « Santé action sociale »	18 mai : Réunion avec l'association « FETE ».
	29 mai : ½ journée d'étude contre les idées d'extrême droite.
	19/20/21 juin : Journées de Bussang . Mise en place du nouveau Comité Régional Grand-Est.
	30 juin : Création du syndicat CGT à l'hôpital de Troyes.

		6 juillet : Passage du Tour de France à Troyes.
	3 août : Dans le cadre des jeudis de la colère impulsé par la CGT Aube. Plus de 1000 tracts sont distribués lors de deux déploiements avec un très bon accueil de la population, d'autres déploiements sont faits en juillet et août.	
	17 août : Déploiement à la Chapelle-Saint-Lus 800 tracts sont distribués idem le 25 août sur « les plages ».	
		30 août : Assemblée Générale de rentrée 130 militants se réunissent.
		5 septembre : Colloque CESER à Châlons en Champagne.
	12 septembre : Grève et manifestation contre la loi travail. Autour de 1000 manifestants dans le département.	
	21 septembre : JNA Contre la loi travail à la veille du conseil des ministres, à l'appel de la CGT, FSU, Solidaires, UNEF. 600 manifestants à Troyes, 100 à Romilly, « rencontre » avec les élus.	
	28 septembre : Manifestation des retraités dans l'Aube 500 manifestants à Troyes.	
	10 octobre : Manifestation Fonction Publique 800 manifestants dans les rues de Troyes. Rond-point du vouldy, filtrage de la circulation.	
	19 octobre : Rassemblement et manifestation, barrage filtrants, 250 participants place Jean Jaurès, contre les ordonnances Macron.	
		9 novembre : Comité Général. à la Comédie Saint Germain Rue des cerisiers 10120 Saint Germain.
	16 novembre : Journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne.	
	23 novembre : « Comité d'accueil » au ministre de l'économie et des finances – Monsieur Bruno Le Maire. au feu rouge de Fontaine les grès.	
	1 décembre : Manifestation des privés d'emploi à Paris. Délégation de l'UD.	
		21 décembre : Assises cgt de la formation professionnelle en grand est à Villiers les Nancy. Débats offensifs et revendicatifs auxquels ont participé 7 aubois-e-s.
9 Commissions Exécutives se sont tenues-(avec une participation moyenne de 14 membres sur 38 élus) 11 Réunions du Bureau de l'Union Départementale dont 2 ouvertes aux membres de la CE.		

Manifestations Rassemblements	Journées d'étude Caravanes Autres
	16 janvier : Élection de Patrick TASSIN à la Présidence du CESER.
30 janvier : Appel à la grève de tous les EHPAD 100 salarié-e-s des Ehpads en grève et manifestations pour conquérir les moyens humains et matériels nécessaires.	
	15 février : Présentation du programme "Égalité professionnelle : passez à l'action" et présentation du site CGT sur l'égalité professionnelle avec « FETE » devant l'UD CGT AUBE. 16 février : Congrès des retraités Auboisiens : « un syndicalisme utile et nécessaire ! » Le 8 mars : à Troyes: Opération escargot à Troyes: les inégalités femmes hommes ne sont pas une fatalité !
14 mars : Manifestation des retraités 1200 Manifestants à Troyes, 120 à Romilly, 80 à Bar/Aube.	
22 mars : JNA une journée d'action d'ampleur, dans la Fonction publique. Plus d'un millier d'auboisiens dans la rue sans compter tous ceux partis à la manif à Paris.	
13 avril : Comité d'accueil de la ministre de la culture à Nogent-sur-Seine.	
	17 avril : Caravane CGT de la riposte sociale sur les ordonnances macron, l'assurance chômage et la retraite à Bar-sur-Aube 25 participants.
20 avril : JNA convergence revendicatives et de luttes interprofessionnelles. Près de 450 personnes manifestent à Troyes, 80 à Romilly-Sur-Seine, 60 à Bar-sur-Aube.	
24 avril : Une quarantaine de membres du syndicat CGT mènent une opération péage gratuit à Saint-Thibault pour protester notamment contre la réforme de la SNCF. Objectif : sensibiliser l'opinion sur les grèves qui touchent actuellement la SNCF et le secteur Mines-Énergie.	
	1 mai : Fête des travailleurs revendicative et festive dans l'Aube.
3 mai : Privé public une cinquantaine de camarades rassemblés devant la préfecture de l'Aube en soutien des cheminots.	
	15 mai : Caravane sur les ordonnances Macron à Bar-sur-Seine. 17 participants.
17 mai : Déploiement interprofessionnel à la population devant la Préfecture et à la cité administrative des Vassaulles.	
Le 22 mai : JNA . La CGT solidaire de la grève des agents de la Fonction Publique. Près de 700 manifestants à Troyes pour défendre la Fonction Publique.	

<p>26 mai : 300 manifestants pour dire stop aux politiques antisociales.</p>	
	<p>29 Mai : Caravane sur les ordonnances Macron à Brienne-le-Chateau. 11 participants.</p>
	<p>3 juin : Comité Général de l'UD. Une femme à la tête de la CGT de l'Aube Sylvie Gateau succède à David MORIN.</p>
<p>14 juin : Manifestation des retraités, contre la hausse de la CSG, le blocage des pensions, 180 retraités rassemblés devant la mairie de Troyes.</p>	
<p>28 juin : Grève et Manifestation Les salariés du privé et du public, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités manifestent à Troyes à l'appel de FO et de la CGT.</p>	
	<p>30 aout AG de rentrée : Plus de 70 participants délégués d'une trentaine de syndicats d'entreprises se sont réunis ce 30 août.</p>
	<p>4 septembre : Foire de Châlons en Champagne. Participation au colloque du CESER.</p>
<p>28 septembre : Rassemblement devant l'hôpital de Troyes à l'appel du syndicat du Centre Hospitalier, soutenu par l'USD et L'UD : le changement de nom de l'hôpital et les nouveaux bâtiments ne cacheront pas le manque de moyens humains !</p>	
<p>9 octobre : JNA Première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne. Troyes, Romilly, Bar-sur-Aube. Plus de 600 manifestants à Troyes. Romilly : 80 manifestants Bar-sur-Aube : plus de 130</p>	
<p>18 octobre : « Comité d'accueil » de Mme Buzin à l'hôpital de Troyes. 60 camarades présents ! Ambiance festive et revendicative à l'appel de la seule CGT !...</p>	
	<p>20 novembre : Conférence Constitutive du Comité Régionale CGT Grand-Est.</p>
<p>13 novembre : Une centaine d'enseignants ont manifesté devant la préfecture de l'Aube 64 participant au débat l'après-midi.</p>	
<p>15 novembre : La Fédération santé et action sociale appelle à la grève.</p>	
<p>23 novembre : La CGT appelle au rassemblement Afin de protester contre la fermeture du centre Afpa, à Romilly-sur-Seine.</p>	
<p>1er décembre : Manifestation à Paris. Pouvoir d'achat, salaires, emplois et justice sociale contre le chômage et la précarité. 30 militants de l'UD y participent.</p>	
	<p>6 décembre : Élections dans la Fonction Publique.</p>

14 décembre : JNA , rassemblement devant le Medef, Des déploiements sont prévus le 13 décembre pendant midi, une centaine de manifestants présents, froid glacial.	
	Femmes : La CGT vous la voulez comment ? La CGT lance une grande consultation inédite auprès de toutes les femmes, syndiquées ou pas, en emploi ou non, pour connaître vos attentes vis-à-vis de la CGT :
9 Commissions Exécutives se sont tenues (avec une participation moyenne de 16 membres sur 38 élus). 10 réunions de Bureau dont 2 ouvertes aux membres de la Commission Exécutive.	

2019	Manifestations Rassemblements	Journées d'étude Caravane Autres
		11 et 12 janvier : Séminaire de réflexion sur l'organisation de l'UD.
		15 janvier : Assemblée Générale des syndicats pour le lancement de la JNA du 5 février.
	31 janvier : Mobilisation des retraités Pour protester contre la baisse du pouvoir d'achat, environ 80 retraités aubois étaient réunis devant la Préfecture de Troyes ce jeudi matin.	31 janvier et 1 février : Congrès de l'UL de Troyes et alentours.
	5 février : JNA Pour répondre à l'urgence sociale 600 manifestants à Troyes, 150 à Romilly, 170 à Bar-sur-Aube.	5 février : Débat lancement de la campagne «Le vrais débat on va se le faire».
		16 février : Manifestation à Romilly-sur-Seine Contre la fermeture du centre AFPA.
		5 mars : Déploiement dans le cadre des mardis de la colère devant le centre des impôts à Troyes.
		8 mars : Rassemblement devant la préfecture à Troyes, égalité salariale, revalorisation des métiers fortement féminisés, stop à la violence sexiste et sexuelle !
		9 mars : Présence de la CGT au côté des gilets roses, les assistantes maternelles en colères.
		15 et 16 mars : Appel de la CGT à la marche pour le climat.
	19 mars : JNA « En lutte pour des réponses concrètes » 500 manifestants à Troyes.	
	27 mars : Rassemblement devant la préfecture Pour la défense de la Fonction Publique.	
	30 mars : Manifestation CGT Educ'action contre le projet de loi Blanquer	30 mars : Présence de la CGT au côté des gilets roses, les assistantes maternelles en colères.

2019

15 avril : Environ 250 retraités manifestent dans les rues de Troyes. entre la place Jean-Jaurès et la préfecture.



1 mai : Fête des travailleurs revendicative et festive dans l'Aube. 500 participants à la manifestation le matin dans les rues de Troyes.

4 Commissions Exécutives se sont tenues (avec une participation moyenne de 15 membres sur 39 élus).
5 réunions du Bureau de l'Union Départementale.

En ce qui concerne la Commission Exécutive, sur le mandat écoulé l'Union Départementale regrette la faible participation de membres des Unions Locales. Ceux-ci représentent une implantation territoriale utile et indispensable pour la vie et l'expression du syndicat CGT.

Pour une raison de coût de déplacement, l'idée de décentraliser quelques CE n'a jamais été mise en œuvre, nous le regrettons.

Une moyenne de 15 à 20 participants seulement à chaque CE, nous prive d'une expérience incontournable dans les entreprises. Par contre quelques-uns des nouveaux membres de la CE ont su prendre toute leur place, apporter une vision intéressante et nouvelle de l'engagement syndical.

L'Union Départementale envisage une commission exécutive légèrement resserrée pour favoriser une expression plus large en fonction des sujets de l'ordre du jour. Ce qui ne doit pas nous priver de coopter des camarades en cours de mandat.

Notes